

le bluma

bulletin de liaison d'un monde d'avance

EDITORIAL | Gérard Filoche

Pas d'état d'âme, battons la droite le 7 juin !

2500 chômeurs de plus mardi 26 mai – 693 000 chômeurs de plus en 2009 – 34 000 fonctionnaires de moins en 2010 : « avec les dents » Sarkozy va chercher le chômage, battez-le, le 7 juin !

La gauche est majoritaire dans ce pays, 20 régions sur 22, 2 villes sur 3, 61 % des départements sont à gauche... Le 14 mars 2008, la gauche obtenait plus de 51 % des voix (sans le fameux et inconsistant Modem !) ... Dans les sondages, même commandés par ses instituts, Sarkozy et l'UMP se traînent à 25 %. Dans le pays, manif et mobilisations sont quasi permanentes du 29 janvier au 19 mars, du 1er mai... au 26 mai et au 13 juin. Alors pourquoi laisserait-on Sarkozy, l'UMP, et les médias tromper tout le monde et faire que cela ne se voit pas le 7 juin ?

Tous les jours, ils nous donnent des arguments pour les sanctionner : F. Lefebvre (UMP) propose qu'on modifie encore le Code du travail pour qu'on puisse travailler chez soi quand on est en congé maladie ou en congé maternité, il appelle cela de « nouveaux droits pour les salariés ». On nous dit qu'il serait minoritaire même à l'UMP. Mais non, ce ballon d'essai en cache d'autres. Avec le même abus de langage sur le « volontariat » du salarié, ils proposent qu'il ait « la liberté de travailler le dimanche », « la liberté de travailler 65 h par semaine » (directive européenne déposée sous la présidence Sarkozy refusée le 17 décembre 2008 par le Parlement

grâce au PSE, par 471 voix contre 243)... Comme si « la liberté » existait en droit du travail avec 3 millions de chômeurs et des salaires bloqués de façon draconienne... Ce qui caractérise un contrat de travail c'est « un lien de subordination juridique permanente ». Tout salarié est subordonné : ce que veut Lefebvre c'est étendre « la liberté » des employeurs d'en abuser.



Ainsi l'UMP a déposé un projet de loi pour que des entreprises puissent « prêter » des salariés à d'autres entreprises : « loueurs de bras » individualisés contre contrat de travail légal et conventionnel. Ils proposent aussi que les intérimaires ne se voient plus appliquer tous les droits du contrat de travail et des conventions dans les entreprises où ils sont placés. Comme ils ont établi les « ruptures conventionnelles » sans motif (la « séparabilité » selon Parisot) C'est une

hécatombe. 66 951 ruptures recensées dont 13 326 dans le seul mois de mars 2009 : dans ce tête à tête solitaire individualisé sans rapport de force collectif, les salariés sont poussés hors de leur emploi par dizaines de milliers, sans même un plan de sauvegarde de l'emploi, sans mesure sociale...L'UMP en « recodifiant » le Code du travail jour après jour, organise par petits bouts le démantèlement des droits des salariés. Ils veulent nous cuire à petits feux sans qu'on s'en aperçoive...

Pas d'état d'âme, Europe néo-libérale de Barroso et Elysée Sarkoziste, c'est pareil, allez à l'essentiel, votez à gauche le 7 juin, votez PS et manifestez le 13. Votez contre l'Europe Sarkobarrosiste des 65 h de travail hebdomadaires, votez pour une Europe à durée maxima de travail de 48 h. Battons la droite UMP-Modem le 7 juin et préparons l'unité de toute la gauche. Sarkozy refuse de contrôler les licenciements. Il préfère discuter des portiques à l'entrée des écoles que des profs dans les salles de cours, des surveillants dans les cantines, des infirmières dans les hôpitaux ou des médecins du travail dans les centres de santé ad hoc. Faisons lui payer tout cela par un vote utile, efficace, car le PS s'engage dans la bonne voie : à gauche vraiment !

■ Gérard Filoche, inspecteur du travail, membre des instances nationales

table des matières

Dossier

Dis-lui ce que tu lis, il te dira si tu es un terroriste.

Un dossier de Pouria Amirshahi. Le secrétaire national aux droits de l'Homme revient sur l'arrestation et la détention de Julien Coupat.

P. 2

Presse

Le gouvernement a-t-il des choses à cacher ?

De R. Juanico et R. Hammadi
Plan social chez Goodyear Amiens.

De G. Pargneaux et P. Cordery

P. 3

Lecture

Liêm Hoang Ngoc

Liêm Hoang Ngoc publie *Sous la crise, la répartition des revenus*, aux éditions La dispute. En page 4, la présentation du livre par l'éditeur.

P. 4

En ligne

Une Europe d'avance
www.uneuropedavance.fr

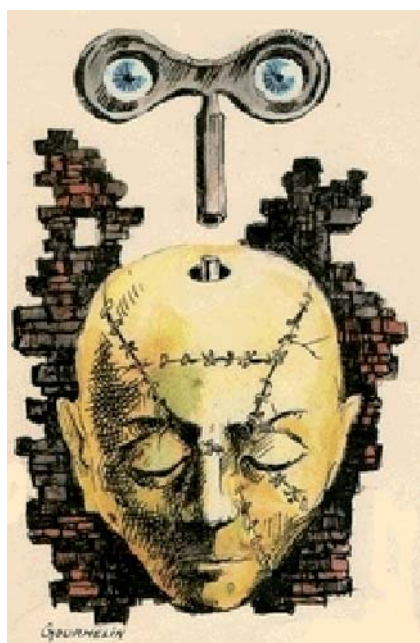
Interview de Henri Emmanuelli
Henri Emmanuelli revient sur la campagne des Européennes.
www.henriemmanuelli.fr

P. 4

DOSSIER | Pouria Amirshahi

Dis-lui ce que tu lis, il te dira si tu es un terroriste.

En juillet 1994, avec une quinzaine d'amis, j'ai acheté une maison communautaire dans la Drôme. Nous nous y retrouvons très régulièrement, pour des vacances, des travaux, et aussi pour refaire le monde. On y a même installé une bibliothèque où trônent, côte à côte, le Capital de Marx et Instructions pour une prise d'armes d'Auguste Blanqui. Nos débats du soir sont souvent durs à l'égard du système. Il se trouve même que nous sommes quelques uns à avoir participé à de nombreuses manifestations altermondialistes. Je suis allé moi-même au Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2004. J'ai aussi régulièrement dénoncé la politique d'immigration du gouvernement. Je me dois d'ajouter, pour être tout à fait complet, qu'il m'est arrivé de passer, et même de m'arrêter, à proximité d'une voie ferrée. Sur ces bases, dois-je être également mis en garde à vue puis en prison ?



1984, Jean Gourmelin

L'ironie pourrait être de mise, mais voilà : en France, on a enfermé sans procès un individu depuis 6 mois sur la seule base de ses convictions supposées et de ses déplacements amoureux, de son mode de vie et de sa bibliothèque, de son engagement militant, etc. On n'a soudain plus du tout envie de rire ; et on n'a encore moins le droit de se taire.

Julien Coupat n'est certes (et hélas) pas la seule personne concernée par une détention provisoire alors qu'elle n'a été ni prise en flagrant délit d'actes délictueux, ni convaincue d'appartenir, sur la base de faits et d'éléments objectifs, à un réseau d'assassins. Mais il a ceci de particulier qu'il était, en France, un prisonnier politique.

Précisons : je ne sais pas s'il a été embastillé pour ses idées ; je ne les connais guère, sauf à considérer que l'Insurrection qui vient, dont il est soupçonné être l'auteur, constitue son socle idéologique. Auquel cas je ne le partage pas car je ne vois pas de perspective collective vers le bien commun (mais cela n'a ab-

solument aucune importance à ce moment). Il est néanmoins manifeste que ses lectures sont à charge dans le dossier de l'instruction, puisqu'elles filtrent aisément parmi les arguments qui peinent à justifier l'appartenance supposée de Coupat à un vaste complot de conspirateurs. Comment ne pas prendre peur quand on sait que la démarche absolument inquisitoire qui est engagée a conduit à la saisie de livres de sa bibliothèque comme ... pièces à convictions ! Quel est donc ce procès en sorcellerie ?

Il est tout à fait certain également que l'idéologie et la stratégie politiques de l'actuel président de la République ont permis son arrestation, sa mise en examen, son incarcération et le déni absolu de justice qui borde cette affaire depuis le début. Inutile de revenir sur tous les éléments juridiques invoqués par la défense pour demander la libération du détenu de Tarnac. Retenons simplement qu'entre la conférence de presse organisée par le ministre de l'intérieur le 11 novembre 2008 (alors même que la perquisition du repaire des 9 de Tarnac n'est pas achevée !) et aujourd'hui, rien – absolument rien – n'est venu étayer le début du commencement du soupçon de culpabilité portant sur l'intention terroriste putative de Julien Coupat et de ses amis.

Alors quoi ? Il faut bien trouver des explications, puisque le gouvernement est infichu d'en donner une seule valable en Droit et en Raison. L'affaire Tarnac s'inscrit en réalité dans la logique propagandiste du gouvernement qui promeut par tous les moyens une société de la peur, du contrôle, de la répression et qui, à cette fin, donne volontiers une importance démesurée à tout ce qui sonne de près ou de loin comme une note de musique, parmi d'autres, de la vaste partition du terrorisme, même quand il n'en sait rien, même quand il n'en est rien. De cette utilisation du terrorisme à des fins de consolidation du pouvoir en place – pouvoir ô combien fragilisé par la violence économique d'un système dont il est à la fois maître d'oeuvre et maître d'ouvrage – il résulte une justice d'exception qui se déploie

toute honte bue : un délit (supposé) d'intention (supposée) face à « l'intérêt supérieur de l'Etat »... et voilà comment on croupit en prison. Reste qu'en l'espèce, la qualification de terrorisme est au mieux ridicule, au pire scandaleuse. Quels morts ? Quelles intentions de tuer ? Non, nous ne sommes manifestement pas en face d'une bande de terroristes. Au pire, les jeunes de Tarnac devraient, peut-être, être concernés par une enquête de police normale dans le cadre d'investigations liées à des intentions de dégradations voire de vandalisme, sans qu'il soit d'ailleurs établi à cette heure que tout ou partie de la bande des 9 y ait partie liée d'une quelconque façon.

Pour tout soupçon : un livre. Cela se passe en France. Nous avons vu par le passé jusqu'où une telle folie sécuritaire antiterroriste pouvait conduire les Etats, même parés des vertus apparentes de la démocratie...

■ Pouria Amirshahi, secrétaire national aux droits de l'Homme.

PRESSE | Régis Juanico et Razzy Hammaði

Le gouvernement a-t-il des choses à cacher ?

Communiqué de presse suite au report de l'examen du rapport sur les Services Sociaux d'Intérêt Général (SSIG) à l'Assemblée nationale.

Régis Juanico a interpellé le Premier Ministre cet après-midi, au nom du groupe Socialiste, pour lui demander de ne pas reporter l'examen de ce rapport à l'après 7 juin. Les Français ont le droit de savoir ce que le Gouvernement compte faire, au niveau européen, concernant ces services publics.

Les SSIG regroupent l'ensemble des services qui assurent la cohésion sociale tels que la prise en charge de la petite enfance, le logement social ou encore le secteur médico-social.

L'enjeu est de taille : ces services publics sont menacés par les règles de la concurrence libre et non faussée. Les sécuriser en les excluant de la « directive services » est une nécessité urgente.

Manifestement, ce n'est pas le choix du gouvernement.

En plus de retarder une nouvelle fois le processus de discussion sur la « directive services », il s'agit

d'une volonté délibérée de la majorité d'évacuer les services publics de la campagne européenne.

Cette attitude laisse craindre le pire. Si l'UMP repousse l'examen d'une question aussi centrale, ce ne peut être que par crainte du débat. Le groupe socialiste a donc interpellé le gouvernement : qu'avez-vous à cacher sur les services publics ?

Les Français ont le droit de savoir quels services publics seront privatisés, quels services publics seront soumis à la concurrence.

Le Parti socialiste dénonce les choix de la droite et appelle les Français à se mobiliser le 7 juin. Avec le vote socialiste, il est possible d'empêcher la droite de poursuivre son travail de sape libérale en Europe au détriment des citoyens.

■ Régis Juanico, député et Razzy Hammaði, secrétaire national aux services publics

PRESSE | Gilles Pargneaux et Philip Cordery

Plan social chez Goodyear Amiens.

Communiqué de presse. A l'issue de la tenue du comité central d'entreprise de Goodyear, aujourd'hui 26 mai, la direction a annoncé un plan social de 817 licenciements au sein de la division tourisme et la vente de la division agricole de l'usine d'Amiens Nord.

Cette nouvelle catastrophe industrielle pour la Picardie est la conséquence directe de l'Europe libérale que nous lègue la droite, au pouvoir depuis 5 ans, qui a fait le choix de la déréglementation, du dumping social et fiscal, et de l'absence d'une politique industrielle d'envergure.

Après Continental, Creysensac, ZF Sachs, Valéo, et maintenant Goodyear, qu'attend le gouvernement pour réagir et réclamer les fonds européens disponibles pour faire face à ces désastres économiques et sociaux ? Nous, socialistes, nous engageons à lancer un grand plan de sauvetage de la filière automobile picarde, en faisant pression sur le gouvernement français pour qu'il demande une partie du fonds d'ajustement à la mondialisation à l'Union Européenne, tout comme l'a fait le gouvernement socialiste espagnol pour venir en aide au secteur automobile confrontés à des licenciements massifs. Nous

nous refusons à laisser mourir l'industrie automobile picarde, et entendons au contraire lui donner les moyens de préparer l'avenir.

Nous, socialistes, refusons de continuer avec cette politique du moins-disant social. Nous nous engageons à mettre en place un salaire minimum dans toute l'Europe, qui réglera le problème des délocalisations inter-Union Européenne, à insérer une clause sociale dans toutes les législations européennes, et à mettre en place un Pacte de l'Emploi. Avec la triste issue de Goodyear, ce sont hélas une nouvelle fois les salariés qui payent les frais de la politique de déréglementation de la droite au niveau européen, comme en France.

■ Gilles Pargneaux et Philip Cordery, candidats aux européennes, circonscription Nord-Ouest

AGENDA

mercredi 27 mai

Meeting « Européennes » à Rezé

Conférence de Liem Hoang Ngoc pour la MGEN « le système de protection sociale face à la crise », Saint Quentin, 9h

Réunion publique avec Liem Hoang Ngoc sur le thème « quelle politique en Europe face aux délocalisations et à la désindustrialisation ? », Langres (52), 18h

Meeting avec Benoît Hamon à la Bellevilloise (75)

jeudi 28 mai

Meeting avec Benoît Hamon à Clamart (92)

vendredi 29 mai

Formation du vendredi : Cycle histoire de la gauche (depuis 1971) par Frédéric Hocquard, 19h, université Panthéon Sorbonne, Amphi 1, Paris

Réunion publique avec Henri Emmanuelli, Renaud Lagrave et Kader Arif à Dax (40)

Conférence sur « la crise économique financière » avec Liem Hoang Ngoc au lycée Libergier de Reims.

Meeting avec Benoît Hamon à Massy (91)

mardi 2 juin

Meeting avec Benoît Hamon (91)

mercredi 3 juin

Meeting avec Benoît Hamon à Mont de Marsan (40)

jeudi 4 juin

Meeting de clôture de la campagne des Européennes du PS à Lille

vendredi 5 juin

Meeting avec Benoît Hamon à Saint Denis à 18h30 (93)

Meeting avec Benoît Hamon dans le 14ème à 20h00 (75)

dimanche 7 juin

Élections européennes



25.26.27 septembre 2009
UNIVERSITES DE RENTREE
LE RASSEMBLEMENT
PORT D'ALBRET - LANDES

UN MONDE D'AVANCE

LECTURE | Liêm Hoang Ngoc

Sous la crise, la répartition des revenus.

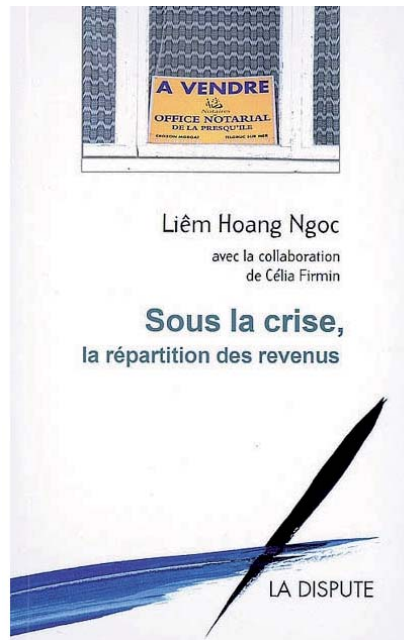
Sous la crise, la répartition des revenus,
Liêm Hoang Ngoc, ed. La Dispute, Paris,
mai 2009

La crise que subit le capitalisme est communément présentée comme une crise financière due à la prolifération de créances douteuses, qui se serait ensuite propagée dans l'économie réelle par le biais d'une contraction du crédit.

Liêm Hoang Ngoc, maître de conférences à l'université Paris-I - Panthéon-Sorbonne, initiateur en 1996 de l'appel des économistes pour sortir de la pensée unique, est aujourd'hui secrétaire national adjoint en charge de l'économie au Parti socialiste.

Suivant un raisonnement postkeynésien, il montre en quoi, sous ses aspects financiers, cette crise provient avant tout d'une répartition des revenus inégalitaire et destructrice pour l'économie, dont la dynamique est dès lors dépendante du surendettement. Il présente le véritable état des lieux, aujourd'hui âprement débattu, du partage salaire-profit et de l'érosion du pouvoir d'achat des classes moyennes et modestes en France. Il explique pourquoi les mesures d'urgence cherchant à assainir le bilan des banques ne suffiraient pas à faire redémarrer un système dont les règles du jeu resteraient inchangées. Il énonce les principes d'une politique économique assurant la transition vers de nouveaux modes de régulation et de répartition des richesses.

Ce livre s'adresse à tous, simples citoyens, militants syndicaux ou politiques, étudiants, qui entendent comprendre et peser en connaissance de cause sur les choix urgents qui concernent chacun de nous au plus haut point.



EN LIGNE

www.uneeuropedavance.fr

Le blog de campagne de Benoit Hamon et Guillaume Balas.



www.henriemmanuelli.fr

Interview de Henri Emmanuelli - Sud Ouest.

Henri Emmanuelli : J'essaie d'en parler. Mais force est de constater que le débat public ne porte pas sur les vrais problèmes européens comme la crise, le dumping fiscal, le dumping social, l'emploi, le salaire minimum européen, sinon pendant les réunions socialistes. Mais il n'y a pas beaucoup de monde dans ces réunions, ce sont surtout des militants qui viennent. Dans le débat public, on parle surtout des sondages et de savoir si Martine Aubry va faire un meeting commun avec Ségolène Royal ou non...

Formulaire de contact

Nom : _____ Prénom : _____
E-mail : _____ Téléphone : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Fédération : _____ Section : _____

- je souhaite recevoir des informations sur Un monde d'avance
- je souhaite être contacté par Un monde d'avance
- je souhaite cotiser par chèque à Un monde d'avance

CONTACT

Par téléphone
01.40.63.81.21

Par e-mail
mparpillat@gmail.com

Par courrier
Complétez ce formulaire et adressez-le à Assemblée Nationale à l'attention de Roberto Romero bureau 6853 - 126, rue de l'université - 75355 Paris 07 SP.

Soutenir un monde d'avance
Chèque à l'ordre de « Un monde d'avance ».

www.unmondedavance.eu